

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Charles Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE LA GROIE

109 rue de la Groie
16100 Cognac

Références : 2025_1501_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007205571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA GROIE implanté 109, rue de la Groie 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle 2025.
Seules les installations de distillation et le chai de distillation ont été contrôlés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE LA GROIE
- 109, rue de la Groie 16100 Cognac
- Code AIOT : 0007205571
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Distillerie de la Groie est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2009 pour l'exploitation d'une distillerie composée de 13 alambics d'une capacité totale de 505 hl, d'une installation de stockage d'alcools de bouche d'une quantité susceptible d'être présente de 180 m³, d'une installation de production et de conditionnement de vin d'une capacité de production annuelle de 6 000 hl.

Par courrier préfectoral du 05 novembre 2013, elle est autorisée à exploiter 3 alambics supplémentaires de 25 hl de charge chacun portant la capacité de charge totale à 580 hl. Cette activité est classée sous le régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2250.

Par courrier préfectoral du 14 juin 2016, le bénéfice d'antériorité est accordé au site pour l'installation de stockage d'alcools de bouche relevant de la rubrique 4755 pour une quantité d'alcools susceptible d'être présente de 238 m³. L'activité est classée sous le régime de la Déclaration.

Le 03 août 2018, l'exploitant bénéficie d'une preuve de dépôt portant la capacité de production annuelle de l'installation de préparation et conditionnement de vins à 10 805 hl (rubrique 2251 - D).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Local distillateur	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Désenfumage de la distillerie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.5.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mise à la terre des équipements de la distillerie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Equipements électriques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rétention de l'aire de chargement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.4.2	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et déchargement de la distillerie			
12	FOUDRE – Analyse Risque Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 2	Sans objet
7	Moyens en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.5.3	Sans objet
8	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.5.3	Sans objet
10	Mise à la terre zone de chargement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.4.2	Sans objet
11	Consignes pour le chargement – déchargement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.4.2	Sans objet
13	FOUDRE – Etude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
14	FOUDRE – Notice de vérification et maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
15	FOUDRE – Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
16	FOUDRE – Dispositifs protection et prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet
17	FOUDRE –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Vérifications	article 21	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des contrôles réglementaires sont réalisés. Toutefois, ces contrôles ne sont pas complets (limite d'intervention pour les installations électriques ou encore le chai de distillation n°3 non contrôlé pour le désenfumage).

Aussi, des pompes non IP55 ont été constatées au sein de la distillerie.

Enfin, la problématique foudre doit être revue afin de vérifier que l'ensemble du site est couvert par une analyse du risque foudre et que toutes les protections foudres (internes et externes) sont mises en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau d'activité
Prescription contrôlée : 2250-2 : capacité totale de charge des alambics → 2 alambics de 115 hl et 14 alambics de 25hl (courrier du 05/11/2013) 2251 : Préparation de 10 805 hl/an (Preuve de dépôt du 3/08/2018) 4755 : 238 m ³ (Courrier du 14/06/2016)
Constats : L'inspection a constaté la présence de 2 alambics d'une capacité de charge de 115 hl et de 14 alambics d'une capacité de charge de 25hl, soit une capacité de charge total de 580 hl. L'exploitant a indiqué stocker sur le site 10 805 hl au max par an de vin et disposer de 3 chais de distillation de 367 m3. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de chai de vieillissement sur le site, mais uniquement 3 chais de distillation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection un PAC relatif à l'extension des stockages d'alcools dans des chais de distillation (construction du chai EDV n°3); ce qui a conduit à augmenter la QSP à 367 m3 (alors que la limite autorisée est de 238 m3). Ce porter à connaissance devra intégrer tous les éléments d'appréciation nécessaires et plus particulièrement, les justificatifs que la défense incendie du site et que les rétentions associées aux chais sont bien conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Local distillateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : Le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et/ou des installations de stockage par une porte EI 30 (coupe-feu ½ heure) et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté : - la présence d'une porte entre le local distillateur et la distillerie - la présence d'un seuil entre le local distillateur et la distillerie. L'exploitant n' a pas été en mesure d'indiquer le degré coupe-feu de la porte (porte n°22643/2). L'exploitant a indiqué qu'un contrôle de cette porte est prévu en décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que la porte n°22643/2 est coupe-feu 30 min (EI30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Désenfumage de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m ² (non comprises les surfaces fusibles).
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une vérification des installations de désenfumage a été réalisée en novembre 2025. Par courriel du 5/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification réalisée le 6 novembre 2025 par A2S. Le rapport ne présente pas de non-conformité.

<p>L'inspection a constaté qu'aucun affichage n'était présent au niveau du boîtier de commande présent dans le chai de distillation EDV3. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ce chai EDV3 a bien été contrôlé.</p> <p>Enfin, l'inspection a constaté que le boîtier de commande de la 4ème salle de distillation n'était pas située à proximité d'une issue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que le chai de distillation EDV3 a bien été contrôlé.</p> <p>L'exploitant réfléchit à déplacer la commande de désenfumage de la 4ème salle de la distillerie afin qu'elle soit proche d'une issue.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisée par l'APAVE du 27 août 2025 au 1^{er} octobre 2025 (rapport n°A59128321-010-1-ERT du 5/11/2025).</p> <p>Ce rapport fait état de 3 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BAES défectueux : OK remplacé le 18 novembre 2025, - Interrupteurs différentiels de l'atelier de distillation surchargés : L'exploitant a indiqué que les travaux seront réalisés à la fin de la période de distillation (soit au plus tard fin mars 2026) car ces travaux nécessitent une coupure générale. - Installations vétustes dans la partie bureau : L'exploitant a transmis un devis relatif à la réfection du tableau électrique. L'exploitant a précisé que les travaux sont prévus en 2026.

Dans le rapport, plusieurs limites d'intervention sont précisées :

- A la demande de Monsieur MOREAU, le deuxième étage des chambres distillateurs, l'ancienne maison attenante au bâtiment bureaux n'a été inspectée lors de notre intervention ainsi que les nouveaux atelier car une VIMS est prévue prochainement. -> l'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point étant donné que ces lieux sont hors du périmètre ICPE.
- La continuité à la terre du (des) récepteur(s) noté hauteur inaccessible au paragraphe Examen des circuits terminaux n'a pu être vérifiée. -> cf point de contrôle n°6
- Atelier de distillation (Ensemble des récepteur de l'étage) : Local ou installation(s) en travaux au moment de notre passage, installations non vérifiées -> L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si le contrôleur avait quand même vérifié ces éléments.
- Grenier : Local, installation, ou équipement inaccessible au moment de notre passage, installations non vérifiées -> L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la localisation de cet espace.

Par ailleurs et par courriel du 05/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation Q18 du 5 novembre 2025 réalisée par l'APAVE. L'attestation Q18 stipule que la vérification des installations est complète et que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion (cela traduit que les anomalies listées dans le rapport ne présente pas d'enjeu majeur). L'inspection constate que le Q18 semble contradictoire sur la portée du contrôle réalisé avec les limites indiquées dans le rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise une vérification complète de ses installations électriques. Aucune limite d'intervention (hors installations non incluses dans le périmètre ICPE) ne doit être indiquée dans le rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mise à la terre des équipements de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements

Prescription contrôlée :

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Chaque zone de chargement/déchargement des alcools doit pouvoir être reliée électriquement au circuit général de terre.

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisée par l'APAVE du 27 août 2025 au 1^{er} octobre 2025 (rapport n°A59128321-010-1-ERT du 5/11/2025.

Le rapport précise que "*la continuité à la terre du (des) récepteur(s) noté hauteur inaccessible au paragraphe Examen des circuits terminaux n'a pu être vérifiée.(P) Faire réaliser les compléments nécessaires.*"

Toutefois, l'inspection constate qu'au paragraphe relatif à l'examen des circuits terminaux, rien n'est précisé dans le rapport.

Par sondage, il a été vérifié au niveau de la 4^{ème} salle de distillerie que les différents équipements sont mis à la terre. Cela était bien le cas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise pourquoi il y a une limite dans la problématique de continuité à la terre alors que rien n'est indiqué dans le rapport de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Equipements électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements électriques

Prescription contrôlée :

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones à risques.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de la distillerie, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté :

- la pompe fixe présente dans la salle 4 de la distillerie est IP54
- la pompe mobile présente dans la salle 4 de la distillerie est IP55
- la pompe fixe présente dans la salle 2 de la distillerie est IP44
- la pompe mobile présente dans le chai de distillation (EDV1) est IP55.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant change les pompes de transfert d'alcools ne présentant pas un degré de protection égal ou supérieur à IP55.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens en eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>La distillerie est pourvue d'un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'eau moins 120 m3 en 2 heures.</p> <p>S'il s'agit d'un poteau d'incendie, celui-ci doit être conforme aux normes en vigueur sur sa composition, ses caractéristiques hydrauliques et son installation.</p> <p>L'emplacement du point d'eau doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> • distant de moins de 200 m de la distillerie par les voies carrossables, • facilement accessible en permanence, • situé à 5 m au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p> <p>Le volume, la répartition, l'aménagement et l'équipement de ces moyens en eau doit faire l'objet d'un accord formel du SDIS.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté la présence d'une réserve incendie de 120 m3 (référéncé n°16102302).</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une ligne d'aspiration et d'une zone de parking permettant de stationner des engins pompier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>La distillerie est dotée d'au moins deux extincteurs portatifs ayant chacun une puissance extinctrice minimale de 144 B placés de préférence près des issues.</p> <p>Pour les distilleries de plus de 20 alambics, il doit être prévu en complément, un extincteur sur roues de 50 kg environ s'il n'existe pas de RIA avec émulseur dans la distillerie.</p> <p>Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des extincteurs de la distillerie réalisé en janvier 2025 et mai 2025.</p> <p>Par sondage, il a été vérifié les extincteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -salle 1 n°17 - n°25 -n°21 - chai EDV3 n°33 <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p> <p>Aussi l'installation ne comportant que 16 alambics, il n'est pas obligatoire de doter la distillerie de PIA et/ou d'extincteur mobile sur roues de 50 kg.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 9 : Rétention de l'aire de chargement et déchargement de la distillerie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques.</p> <p>Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une aire de chargement/déchargement signalée.</p> <p>Les écoulement sont envoyés dans une cuve de 10 m3 présente sous l'aire de chargement/déchargement. La cuve est ouverte uniquement pendant le chargement/déchargement.</p> <p>L'inspection constate que la cuvette n'a pas une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. En effet, les citernes ont généralement une capacité de 30 m3.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant met en place les moyens nécessaires permettant de disposer au niveau de l'aire de chargement/déchargement d'une cuvette ayant une capacité au moins égale à la capacité du camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.</p> <p>A défaut de mise en conformité de la rétention associée à l'aire, l'exploitant s'assure que les mouvements d'alcools ne se font qu'avec des citernes mobiles d'au plus 10 m3.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Mise à la terre zone de chargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'aire de chargement/déchargement dispose d'une prise de terre à destination de la citerne mobile d'empotage ou de dépotage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consignes pour le chargement – déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'aire de chargement/déchargement dispose de consignes affichées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Foudre – Analyse Risque Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ARF

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences.

Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Constats :

Pour rappel, les dispositions foudre sont applicables aux installations de distillation au regard des dispositions de l'article 22 de l'AM du 14/01/2011. En effet, la production d'AP par jour est bien supérieure à 150 hl d'AP/j.

L'exploitant a indiqué que l'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par TELCOMTEC en avril 2011 (rapport n°08/11/4318/TCT). Par courriel du 5/12/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection l'ARF. Celle-ci conclut qu'une étude technique doit être réalisée pour définir :

- La mise en place d'une mise à la terre des piliers métalliques de l'extension,
- L'implantation d'un parafoudre d'entrée dans le TGBT du site, et d'un parafoudre dans la distillerie,
- Les procédures de maintenance,
- Le carnet de bord.

L'inspection a aussi constaté que l'ARF n'a pas été mise à jour suite à la construction du nouveau chai de distillation EDV3. De même, et au regard de la conclusion de l'ARF, il semblerait que l'extension de la distillerie n'aurait pas été prise en compte dans l'ARF.

L'exploitant a transmis par courriel du 05/12/2025 un devis relatif à la mise à jour de l'ARF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour son ARF en incluant tous les nouveaux bâtiments depuis avril 2011 et transmet les conclusions de l'ARF.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Foudre – Etude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, ET
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'étude technique foudre (ETF) a été réalisée par TELCOMTEC en juin 2014 (rapport n°06/14/6047/TCT). Par courrier du 05/12/2025, l'exploitant a transmis l'étude technique foudre.</p> <p>Les conclusions indiquent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation de la protection apportée par la mise à la terre des structures métalliques du bâtiment, - L'adjonction d'un parafoudre dans le TGBT. <p>L'exploitant a transmis par courriel du 05/12/2025 un devis relatif à la mise à jour de l'ETF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec la mise à jour de l'analyse du risque foudre, l'exploitant met à jour son étude technique foudre et transmet les conclusions de l'ETF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Foudre – Notice de vérification et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de vérification et de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 5/12/2025, l'exploitant a transmis la notice de vérification et de maintenance. L'exploitant a transmis par courriel du 05/12/2025 un devis relatif à la mise à jour de la notice de vérification et de maintenance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec la mise à jour de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique foudre, l'exploitant met à jour sa notice de vérification et de maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Foudre – Carnet de bord

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection le carnet de bord réalisé par TELCOMTEC. Par courriel du 5/12/2025, l'exploitant a transmis le carnet de bord. Ce carnet de bord reprend bien l'ensemble des informations requises. L'exploitant a transmis par courriel du 05/12/2025 un devis relatif à la mise à jour du carnet de bord.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec la mise à jour de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique foudre, l'exploitant met à jour son carnet de bord.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Foudre – Dispositifs protection et prévention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection / prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces</p>

dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation.
Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté que les parafoudres indiqués dans l'étude technique foudre ont bien été installé au niveau du tableau générale de la distillerie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Foudre – Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification complet des installations de protection contre la foudre réalisée entre le 15 juillet et le 24 juillet 2025 par TELComTec (rapport n° 08/25/8857/TCT de juillet 2025).

Les paratonnerres et les parafoudres ont été contrôlés. Aucune non-conformité n'a été relevé sur les IEPF et les IIPF.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué disposer d'un abonnement météorage pour la distillerie. Aucune remontée depuis 2018.

Type de suites proposées : Sans suite